

Les sociaux-démocrates et la question du nucléaire civil

Fabien Escalona

► **To cite this version:**

Fabien Escalona. Les sociaux-démocrates et la question du nucléaire civil. Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2011, pp.1. halshs-00636529

HAL Id: halshs-00636529

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00636529>

Submitted on 27 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sociaux-démocrates et la question du nucléaire civil

La catastrophe nucléaire de Fukushima, du nom de cette centrale japonaise qui n'a pas résisté au tsunami du 11 mars 2011, n'a pas eu seulement des conséquences humaines et écologiques incommensurables. Sa médiatisation et les débats qu'elle a provoqués ont aussi pesé sur des choix gouvernementaux de politique énergétique : en Allemagne, Angela Merkel a ainsi imposé à sa coalition une sortie du nucléaire d'ici 2022 ; en Suisse, la fermeture de tous les réacteurs nucléaires est planifiée d'ici 2034 ; en Italie enfin, la tenue d'un référendum au mois de juin a contraint le gouvernement à abroger un décret-loi prévoyant la relance de l'atome dans la péninsule. Bien qu'évincée d'une grande majorité des gouvernements de l'UE, comment la social-démocratie européenne se positionne-t-elle vis-à-vis du nucléaire civil ? A travers les exemples du Parti socialiste européen (PSE) et de quelques grands partis nationaux situés dans des pays dotés d'un parc nucléaire significatif, nous proposons un tableau sommaire de l'évolution du rapport social-démocrate à la « question nucléaire », et de ses déterminants.

CE QUE REVELE LE RAPPORT AU NUCLEAIRE

Ce tableau méritera d'autant plus d'être complété et précisé à l'avenir, que les ressorts des choix « pro- » ou « anti- » nucléaire sont à la fois multiples et révélateurs. Multiples, car l'opposition au nucléaire civil peut relever de trois types d'arguments (au demeurant non exclusifs les uns des autres). Le premier est celui de l'impasse industrielle que constituerait un soutien public à la filière nucléaire (coûts cachés, effondrement des mises en chantier pour un parc vieillissant, décalage entre l'investissement nécessaire et les gains énergétiques obtenus...)¹. Plus classique, le second repose sur le risque lié à la technologie nucléaire, et dont le caractère « absolu » commanderait la renonciation pure et simple à son usage. Plus radical enfin, le troisième consiste en une remise en cause de la vision scientifique et productiviste qui se tapirait derrière le choix de l'atome. Par opposition à une énergie donnant l'illusion de pouvoir poursuivre une croissance infinie, et dont l'exploitation centralisée confère un rôle privilégié aux experts, une sortie du nucléaire impliquerait une transition énergétique fondée sur la sobriété et une exploitation décentralisée des ressources non fossiles. Cette ligne d'argumentation est la plus déstabilisatrice, car elle remet en cause l'attachement de la gauche non-écologiste à la notion de « progrès » dans son sens le plus classique, c'est-à-dire orienté vers la maîtrise technologique de la nature et la production de biens matériels pour répondre aux besoins humains².

L'attachement au nucléaire civil, quant à lui, peut se fonder justement sur une foi dans le progrès et un rejet des thèses écologistes renvoyées à une forme d'obscurantisme³. Il se justifie aussi en brandissant un des atouts majeurs du nucléaire, qui est de ne pas être une énergie *directement*

¹ Marc Chevallier, « Nucléaire : l'impasse industrielle », *Alternatives Économiques*, juin 2011 ; Denis Delbecq, « Comment Fukushima rebat les cartes du nucléaire », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011 ; Corinne Lepage, *La vérité sur le nucléaire*, Paris, Albin Michel, 2011.

² Agnès Sinaï, « Fukushima ou la fin de l'anthropocène », *Le Monde*, 19 mars 2011 ; Stéphane Foucart, « Fukushima, un accident de civilisation », *Le Monde*, 10 avril 2011 ; Geneviève Azam, « Un signe de la crise du capitalisme », *Politix*, 24 au 30 mars 2011.

³ Jean-Pierre Chevènement, « Pourquoi je serai candidat », *Rue89.com*, 24 juin 2011.

productrice de gaz à effet de serre, et qui se révélerait utile pour faire face au déclin des énergies fossiles et à la nécessité de diminuer les émissions de CO₂⁴. L'indépendance énergétique constitue un autre argument souvent avancé, basé sur le fait que l'uranium, dont les gisements peuvent certes se situer dans des zones géopolitiquement instables, a le mérite d'être stockable.

Révélateurs, les ressorts du choix « pro- » ou « anti- » nucléaire ne le sont toutefois pas seulement parce qu'ils traduisent une certaine « vision du monde », mais aussi parce qu'ils dépendent en partie de facteurs politiques et économiques propres à chaque nation. La présence ou l'absence de quatre d'entre eux nous semblent particulièrement intéressantes à repérer : la montée en puissance d'une concurrence partisane écologiste ; la pression d'une base militante ou d'un électorat plus attentifs aux enjeux environnementaux et de qualité de vie ; la défense de l'atome par des groupes de pression ; le degré de réversibilité des choix nationaux en matière énergétique.

LE CHOIX INITIAL DU NUCLEAIRE ET SA CONTESTATION

Durant la décennie 1970, les pays riches furent confrontés à deux pics pétroliers qui se traduisirent par une hausse importante des coûts énergétiques et révélèrent la dépendance du régime de croissance occidental vis-à-vis du pétrole (et de ses détenteurs !). Plusieurs gouvernements engagèrent alors la construction de centrales nucléaires, afin de gagner en indépendance énergétique. Ce fut le cas des gouvernements sociaux-démocrates allemand d'Helmut Schmidt, autrichien de Bruno Kreisky, et suédois d'Olof Palme. En Grande-Bretagne, les travaillistes dirigés par Harold Wilson entre 1964 et 1970 avaient déjà lancé un programme de construction ambitieux ; en France en revanche, les socialistes ne parvinrent au pouvoir qu'en 1981, mais assumèrent totalement le choix stratégique opéré sous Pompidou, et mis en œuvre par une élite d'ingénieurs et de hauts fonctionnaires issus pour bon nombre de l'École Polytechnique.

Très vite pourtant, les partis sociaux-démocrates furent confrontés à une contestation de mouvements sociaux d'un nouveau type, exprimant un « radicalisme de classe moyenne »⁵, et qui contribuèrent à la formation des partis écologistes au tournant des années 1970-1980. Ces mouvements furent particulièrement forts, et l'enjeu environnemental particulièrement saillant, en Autriche, en Allemagne et en Suède. Après une campagne marquée par l'enjeu environnemental, le SAP suédois fut ainsi défait aux élections législatives de 1976, tandis qu'en 1978, le chancelier Kreisky perdit un référendum portant sur la construction du premier réacteur autrichien à Zwentendorf. Le SPD allemand, quant à lui, fut profondément divisé sur la question nucléaire, entre le chancelier et des syndicats pro-atome, et une base militante hostile, au point qu'elle vota au niveau régional des résolutions de sortie du nucléaire (comme dans le Bade-Wurtemberg en 1979).

Sur la base d'un impératif économique -diversifier les ressources énergétiques-, et le plus souvent avec l'appui des syndicats liés au parti, les sociaux-démocrates européens campaient donc sur une position favorable au nucléaire civil il y a trente ans. Dès ce moment, toutefois, et en particulier dans les pays d'Europe du Centre et du Nord, une contestation interne et externe s'exprima contre la dangerosité de cette technologie, ce discours pouvant être articulé à une remise en cause plus profonde du modèle productiviste. Comment les positions sociale-démocrates ont-elles évolué depuis ?

⁴ Fatih Birol, « Le déclin du nucléaire ? Ce sera un prix de l'électricité plus élevé », *Le Monde*, 2 avril 2011.

⁵ Herbert Kitschelt, « Political Opportunity Structures and Political Protest », *British Journal of Political Science*, 16 (1), 1986, pp. 57-85.

LES POSITIONS ACTUELLES

- L'absence d'une position tranchée du **PSE** sur la question du nucléaire civil reflète l'absence de consensus entre ses membres. Toutefois, le parti s'engage dans plusieurs documents pour des économies d'énergie croissantes (en volume et en intensité par unité produite) et la progressive substitution des énergies renouvelables à toutes les autres. Le PSE affiche en effet un objectif de 95% de renouvelables dans le « mix énergétique » en 2050 ! L'ensemble des membres est donc favorable à une orientation massive des investissements dans ce secteur, même si à court terme des ressources seront nécessaires pour une augmentation des standards de sécurité des centrales existantes. Cela dit, de plus en plus de partis nationaux défendent une sortie du nucléaire. Après le drame de Fukushima, et en prévision d'un Conseil de l'environnement à Bruxelles, les ministres sociaux-démocrates chargés de l'environnement se sont réunis et ont fait des déclarations sans ambiguïtés : tandis que le secrétaire d'État portugais Humberto D. Rosa a jugé que le nucléaire n'était « ni une option sûre, ni une option durable », le ministre belge Paul Magnette a appelé à ce que « des objectifs clairs [soient] mis en place pour remplacer les énergies fossiles et le nucléaire d'ici 2050 »⁶. Selon Jan Kreutz, conseiller au PSE en matière d'environnement, les événements de Fukushima pourraient provoquer de nouveaux débats sur l'énergie nucléaire entre les socialistes européens⁷.

- **Le SPD**, en Allemagne, arbore depuis longtemps un engagement de sortie du nucléaire, pris clairement lors de son congrès de 1986. Au moment de l'accession au pouvoir de la coalition rouge-verte dirigée par Gerhard Schröder (1998), les sociaux-démocrates et les écologistes s'étaient d'ailleurs mis d'accord pour un arrêt définitif des centrales d'ici 2020. Lorsqu'il était ministre de l'environnement de la coalition CDU-SPD, Sigmar Gabriel souhaitait fermer les centrales les plus âgées et avait décliné une invitation du lobby Deutsche Atomforum, en le qualifiant de « fossile vivant de l'âge de pierre atomique ». Devenu leader du SPD, Gabriel a annoncé quelques jours après la catastrophe japonaise vouloir lancer une initiative citoyenne européenne avec l'Autriche, pour sortir du nucléaire à l'échelle de l'UE. Le SPÖ a en effet accepté avec les autres forces politiques autrichiennes que la renonciation au nucléaire soit inscrite dans la constitution du pays. Fukushima n'a ainsi fait que conforter les choix du SPD, dont la conversion antinucléaire s'est jouée sur la question du danger de cette technologie et des déchets qu'elle produit, tout autant qu'elle traduit un doute sur sa viabilité économique à long terme.

- Si **le SAP** a eu un rapport plus compliqué au nucléaire, il lui est aujourd'hui clairement opposé. A la fin de son dernier mandat, le parti avait certes renoncé à respecter la date de « sortie » de 2010, fixée par le Parlement après le référendum de 1980 emporté par les opposants à l'atome. Cela pour des raisons très pratiques de difficulté à compenser la « perte énergétique » par des renouvelables encore trop peu développés. Depuis, les conservateurs au pouvoir ont cependant décidé de revenir sur les fermetures annoncées, en déclarant vouloir remplacer les centrales devenues obsolètes. L'ex-leader sociale-démocrate Mona Sahlin avait alors exprimé son désaccord envers ce tournant radical. Plus récemment, en réaction aux événements du Japon, quatre responsables du SAP (dont deux anciens ministres de l'écologie) se sont prononcés dans la presse suédoise pour un démantèlement des centrales, en le justifiant notamment par les « conséquences irréversibles » que créerait un accident nucléaire.

⁶ « Les ministres de l'environnement du PSE se réunissent avant le Conseil de l'environnement à Bruxelles », www.pes.org, 14 mars 2011.

⁷ Entretien avec l'auteur.

- **Le Labour Party**, en Grande-Bretagne, n'a guère revu sa position depuis l'accident de mars 2011. Et celle-ci est résolument pro-nucléaire. L'actuel leader, Ed Miliband, fut même chargé du climat dans le gouvernement Brown. Or, la présentation de l'énergie de l'atome comme un outil de lutte contre le réchauffement climatique fut un argument fort pour construire une majorité pro-nucléaire au sein du *Labour*. De fait, une gauche « verte » à l'intérieur du parti contestait le choix de Blair de relancer la construction de centrales pour remplacer les plus anciennes. Le Premier ministre connut donc une première déconvenue en 2003, lorsque le Livre Blanc qu'il avait commandé sur la politique énergétique s'abstint de se prononcer sur une relance du nucléaire. Blair parvint cependant à ses fins en 2006-2007, en réunissant derrière un nouveau document des syndicalistes « *Old Labour* » traditionnellement favorables à l'atome, les promoteurs du « *New Labour* » les plus inquiets de la possibilité d'un « *gap in electricity generation* » en 2015, et enfin un courant de gauche poursuivant un agenda climatique. La plupart des spécialistes ne croient pas que Fukushima soit de nature à briser cet engagement du *Labour* pour le nucléaire, sauf à ce que des expertises remettent radicalement en cause l'efficacité des dispositifs de sécurité des centrales⁸.

-**Le PS français** campait jusqu'à très récemment sur une position pro-nucléaire, mais a évolué de façon significative vers un objectif de réduction de la part du nucléaire dans le « mix énergétique ». En 2007, la candidate Royal s'était pourtant fait tancer en interne sur sa volonté de réduire la part du nucléaire à 50% de la production électrique d'ici à 2020⁹. Les premiers jours de l'après-Fukushima ont d'ailleurs été marqués par un bureau national lors duquel fut retoquée la proposition d'un moratoire sur les nouvelles installations, émise par le groupe des députés PS. L'idée fut néanmoins ressuscitée, comme en atteste la mise au point de la secrétaire à l'environnement Laurence Rossignol, dans une tribune publiée par le site *Rue 89* : reconnaissant qu'à « Fukushima vient de s'effondrer le mythe de la maîtrise du risque nucléaire », Rossignol indiquait que le PS a réagi en réclamant un audit du parc nucléaire, mais aussi un moratoire sur les capacités nouvelles, complété par un engagement en faveur d'une « réduction de la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique »¹⁰. Début avril, trois députés PS et l'animateur du Pôle écologique allèrent plus loin en publiant une tribune intitulée « Sortons du nucléaire ». Arguant que « le risque nucléaire n'est pas, à l'évidence, un risque comme les autres », les signataires appelaient à y renoncer pour mieux réorienter les investissements vers les alternatives connues : la réduction de la consommation énergétique et le développement des énergies renouvelables¹¹.

De façon inattendue, Martine Aubry les avait néanmoins précédés le 21 mars, en affirmant à la télévision vouloir sortir du nucléaire sur 25 ou 30 ans, une position compatible avec celles des Verts¹². Pour l'instant, cette position reste toutefois celle de la candidate à la primaire, dans la mesure où le projet commun adopté par le parti se contente de prévoir une augmentation de la part des renouvelables, afin de sortir de la double dépendance du nucléaire et du pétrole. Les autres candidats aux primaires se sont exprimés sur cette question délicate. François Hollande ne parle pas de sortie du nucléaire, mais propose de réduire de 75% à 50% la production d'électricité d'origine nucléaire, d'ici 2025. Cela représente, argumente-t-il, l'équivalent de l'effort que l'Allemagne a récemment choisi de s'imposer. Arnaud Montebourg se montre lui aussi prudent, estimant à la fois

⁸ Je remercie Neil Carter et Michael Jacobs pour leurs informations.

⁹ Alexandre Sulzer, « Polémique au PS sur le nucléaire », *20minutes.fr*, 31 janvier 2007

¹⁰ Laurence Rossignol, « Nucléaire : le PS a bien une position mais des sensibilités », *rue89.com*, 17 mars 2011.

¹¹ Christophe Caresche, Jean-Paul Chanteguet, Aurélie Filippetti, Géraud Guibert, « Sortons du nucléaire », *Le Monde*, 8 avril 2011

¹² Hervé Nathan, « Une première, Aubry pour la sortie du nucléaire », *Marianne2.fr*, 22 mars 2011

que le nucléaire peut être « dépassé » (et qu'il le sera) mais que la complexité du dossier exige de se concentrer pour l'instant sur une réduction de sa part dans le bouquet énergétique. Ségolène Royal, en revanche, a choisi de défendre la mise sur agenda d'une sortie du nucléaire « en 40 ans ». Manuel Valls, quant à lui, a surpris en se prononçant aussi pour un abandon progressif et maîtrisé du nucléaire civil, proposant de soumettre cette lourde décision à référendum, et mettant en avant l'opportunité économique que représenterait désormais la maîtrise des technologies de démantèlement.

LA GAUCHE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE NUCLEAIRE LES CAS FRANÇAIS ET ALLEMAND

Les dissidents sociaux-démocrates et les (néo)communistes alliés contre une social-démocratie jugée à la dérive sont-ils plutôt *old left* ou *new left* ? Défenseurs des emplois liés à l'atome ou sensibles à des préoccupations post-matérialistes ? En raison de leurs discours mêlant des positionnements anticapitalistes et une défense des acquis de l'État social issu des Trente Glorieuses, on pourrait penser que le Front de Gauche et *Die Linke* incarnent bien une gauche ancienne, une social-démocratie « qui n'aurait pas trahi » de leur point de vue. Pourtant, l'identité idéologique de ces deux nouveaux acteurs politiques est plus complexe que cela, comme en atteste leur position sur le nucléaire civil.

S'agissant du cas allemand, *Die Linke* est un parti qui a su faire cohabiter des tendances différentes, à savoir principalement l'ex-PDS (principalement implanté à l'Est) et l'ex-WASG (petite formation à la gauche du SPD créée à l'Ouest). Si la question sociale reste le cœur de son discours, *Die Linke* porte aussi de nombreuses revendications de facture « nouvelle gauche », culturellement libérales et antiautoritaires. Concernant l'environnement, le parti plaide depuis au moins 2007 pour une sortie la plus rapide possible du nucléaire (voire un arrêt immédiat des centrales) et une concentration de l'action publique sur les économies d'énergie, les renouvelables, et des réseaux de production décentralisés sous contrôle des citoyens. Le parti a mené une campagne antinucléaire intensive après Fukushima, notamment lors des élections régionales de Bade-Wurtemberg, mais surtout en réclamant (par la voix de Gregor Gysi) l'inscription de l'interdiction du nucléaire dans la Constitution.

La situation française est différente dans la mesure où le Front de Gauche n'est pas un parti mais une alliance entre formations politiques. Il est toutefois significatif que la résolution de la question nucléaire soit renvoyée à un référendum, façon de prendre acte des différences de vues entre le Parti de Gauche (PG) et le Parti communiste (PC). Ce point de désaccord a d'ailleurs pu nourrir l'hostilité de certains cadres et militants du PC envers la candidature de Jean-Luc Mélenchon. En effet, le PC a toujours été favorable au nucléaire civil, sous condition d'une maîtrise publique de la filière industrielle. Bien que le parti estime nécessaire un débat (tout comme la CGT, qui compte beaucoup dans cette tradition pro-atome), il est loin de s'engager en faveur de la sortie du nucléaire prônée par Mélenchon.

Plus proche de *Die Linke* que les communistes eux-mêmes, le PG affirme ainsi la dimension écologiste de son identité idéologique, que traduit le statut de co-présidente attribué à Martine Billard, venue de l'aile gauche des Verts. Comme dans le cas du grand frère allemand, l'option antinucléaire s'inscrit dans la revendication plus large d'une rupture avec le productivisme, *via* une « planification écologique » qui organiserait le grand tournant vers la sobriété énergétique, la relocalisation productive et les circuits courts d'échange.

La question du nucléaire illustre donc que le PG et *Die Linke*, en partie issus d'une dissidence sociale-démocrate et appartenant à la gauche anticapitaliste européenne(*), ne peuvent se réduire à une résurgence de la « *Old left* ». Revendications matérielles et post-matérialistes sont en effet combinées dans un positionnement qui reste radical, et laisse d'ailleurs entrevoir des rapprochements avec la composante « rouge-verte » de la famille anticapitaliste en Europe.

* J.-M. De Waele et D.-L. Seiler (dir.), *La gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, à paraître.

LES DETERMINANTS DES POSITIONS ACTUELLES

Parmi les facteurs évoqués au début de cette note, quels sont ceux qui semblent le plus peser sur les positions des sociaux-démocrates vis-à-vis du nucléaire civil ?

Le fait que les positions sociale-démocrates les plus antinucléaires se concentrent en Europe du Nord et du Centre, est sans doute lié à **la présence de partis écologistes** capables de peser dans des majorités parlementaires. L'historien John Callaghan relève que dans un premier temps, ce sont ces formations qui ont contraint les sociaux-démocrates à prendre en compte sérieusement les enjeux environnementaux, et en particulier celui du nucléaire. Le SAP suédois, par exemple, n'a embrassé une position clairement anti-atome que lorsque les Verts entrèrent au *Riksdag* après leur percée aux élections législatives de 1988. En Allemagne, la montée en puissance des écologistes a contribué à précipiter l'évolution du SPD (la campagne de 1987 prétendant se distancier fortement des Verts ayant d'ailleurs donné de piètres résultats)¹³. L'évolution des socialistes français peut aussi se lire sous ce prisme, dans la mesure où le PS, face aux bons résultats électoraux d'Europe-Ecologie-les-Verts (EELV), envisage de faire de cette formation son allié privilégié. Or, les écologistes ne cachent pas leur intention d'imposer la sortie du nucléaire comme condition d'un contrat de gouvernement¹⁴. Cela dit, la capacité de négociation d'EELV dépendra en partie de son score à l'élection présidentielle. On remarquera qu'en Grande-Bretagne plus encore qu'en France, le mode de scrutin législatif et le système politique sont particulièrement défavorables aux écologistes, restés marginaux dans le système partisan britannique. Or, ce pays semble justement être le dernier bastion européen où les travaillistes ne se départent pas de leur orientation pro-nucléaire.

La nature des autres facteurs étudiés permet de mieux comprendre encore cette **résistance britannique** aux vents antinucléaires. Nous l'avons mentionné, le courant « gauche écolo » du *Labour* a été neutralisé grâce à l'argument de la lutte contre le réchauffement climatique. Le lobby nucléaire est par ailleurs structuré et a ses entrées auprès de l'administration d'Etat, comme l'ont illustré les révélations du *Guardian* sur les échanges de courriels entre des hauts fonctionnaires et les groupes EDF, Areva et Westinghouse¹⁵. Enfin, si la part du nucléaire dans la production d'électricité est faible (inférieure à 20%, soit moins que l'Allemagne), le Royaume-Uni est en revanche fortement dépendant du charbon. Or, dans le but de respecter ses engagements européens, tout gouvernement se devra de réduire fortement la part de ce dernier dans le bouquet énergétique.

A contrario, le **cas allemand** -celui où les sociaux-démocrates sont le plus anciennement et le plus fermement hostiles au nucléaire civil- rassemble les caractéristiques inverses. Les Verts allemands sont devenus un parti important, ayant atteint plus de 10% des suffrages aux législatives de 2009, bénéficiant de sondages leur annonçant le double de ce score lors du prochain scrutin, et remportant de francs succès lors des élections régionales les plus récentes. Par ailleurs, le nucléaire fit l'objet d'un débat interne féroce, lors duquel la gauche du SPD, liée aux nouveaux mouvements sociaux, obtint la marginalisation des leaders les plus favorables à l'atome et contribua à « verdir » le programme du SPD. Une telle évolution n'aurait pas eu lieu sans la pression « par le bas » de franges

¹³ John Callaghan, *The retreat of social democracy*, Manchester University Press, 2000, pp. 83-100.

¹⁴ Stéphane Allières, « Les écolos espèrent imposer la sortie du nucléaire dans les esprits... et au PS », *Mediapart.fr*, 3 avril 2011.

¹⁵ Rob Edwards, « Revealed: British government's to play down Fukushima », *guardian.co.uk*, 30 juin 2011.

importantes du corps militant. Deux éléments supplémentaires ont été favorables au maintien d'une posture antinucléaire ancienne. D'une part, le lobby nucléaire est concurrencé par d'autres lobbies industriels, dont certains considèrent les renouvelables comme un marché en expansion et ne voient pas d'un mauvais œil la sortie du nucléaire. Le patronat allemand, jusque dans ses instances représentatives, apparaît en tout cas très divisé sur la question de l'atome. D'autre part, le choix du nucléaire apparaît relativement réversible, dans la mesure où le bouquet énergétique est beaucoup plus diversifié qu'en France, sans compter que le pays ne dispose pas de la technologie militaire de l'atome, contrairement au Royaume-Uni et à la France¹⁶.

En ce qui concerne le PS, outre la concurrence accrue de la part d'EELV (telle qu'elle s'est cruellement manifestée lors des élections européennes de 2009), joue peut-être aussi une évolution du corps militant, relayée par un activisme accru de la minorité des membres de l'appareil favorables à une sortie du nucléaire. Récemment, le secrétaire national adjoint à l'environnement, Philippe Martin, affirmait déceler « mouvement profond » à l'intérieur du parti, conduisant de nombreux militants à envisager favorablement « une transition énergétique, [...] une société de moindre consommation »¹⁷. Ce qui reflèterait une des évolutions des soutiens électoraux du PS, de plus en plus recrutés dans la classe moyenne diplômée, et notamment les centres-villes des métropoles régionales insérées dans l'économie de la connaissance. La difficulté du PS à franchir le pas du « tout-nucléaire » se comprend toutefois mieux en prenant en compte la puissance du lobby nucléaire français, qui peut faire valoir que dans de nombreuses circonscriptions socialistes, beaucoup d'emplois dépendent de la filière de l'atome. Enfin, le PS au pouvoir devrait engager une transition à partir d'une situation où les 3/4 de la production électrique sont dus au nucléaire, ce qui selon l'horizon temporel envisagé suppose un changement de modèle d'une ampleur considérable.

Quant au SAP suédois, il se trouve dans une situation contrastée. Outre les écologistes, le parti de Gauche et le parti du Centre (avec qui il s'est allié dans les années 1990) plaident eux aussi pour une stratégie de sortie du nucléaire. A la base du parti, les intérêts des militants issus du secteur industriel ont été concurrencés par une coalition d'organisations de jeunesse et de membres de la classe moyenne poussant à la prise en compte de la thématique environnementale¹⁸. En revanche, les syndicats et les industriels ont protesté contre les tentatives du SAP d'appliquer ses promesses, par exemple lors de la grande fronde de 1997 contre la décision du gouvernement Persson de fermer un des douze réacteurs du pays¹⁹. Surtout, la Suède n'a pas encore développé d'alternative réellement crédible dans le remplacement des capacités du nucléaire, qui compte tout de même pour un peu moins de la moitié de la production électrique du pays. D'où le non-respect par le SAP de la borne de 2010 comme abandon du nucléaire civil.

¹⁶ Merci à Ernst Hillebrand (Fondation Friedrich Ebert) pour ses renseignements et ses éclairages.

¹⁷ Philippe Martin, Entretien à *Charlie Hebdo*, 13 avril 2011.

¹⁸ John Callaghan, *op.cit.*

¹⁹ Édouard Launet, « La Suède fait nucléaire arrière », *Libération*, 24 mars 1997.

**Tableau synthétique des positions sociale-démocrates détaillées dans cette note,
et de leurs déterminants**

<i>Pays d'origine du parti social- démocrate</i>	<i>Concurrence écologiste</i>	<i>Pression de courants et militants</i>	<i>Lobby nucléaire</i>	<i>Contrainte des choix antérieurs</i>	<i>Attitude envers le nucléaire civil</i>
<i>Allemagne</i>	Forte et en ascension	Forte	Concurrencé	Modérée	Renoncement ferme
<i>France</i>	Modérée et en ascension	Modérée	Puissant	Très forte	Réduction de sa part
<i>Grande-Bretagne</i>	Négligeable	Faible	Puissant	Modérée	Favorable
<i>Suède</i>	Forte	Forte	Puissant	Forte	Renoncement difficile

CONCLUSION

Dans le rapport des sociaux-démocrates européens au nucléaire civil, on peut donc identifier une évolution générale tendant à privilégier une sortie programmée du nucléaire. Tous les partis sont toutefois parcourus par des doutes sur les modalités de la transition énergétique à opérer, et troublés par l'argument d'une énergie faible en carbone. C'est ce que confirme une enquête en cours du politologue Robert Ladrech, consacrée aux socialistes européens face au défi climatique. Cette tendance générale ne doit évidemment pas occulter la diversité des positionnements, qui s'explique par différents facteurs, dont en particulier la nature de la concurrence écologiste et l'ampleur des évolutions au sein de la base militante (et électorale) vers la *New Politics*. Enfin, relevons que si de nombreux partis sociaux-démocrates se sont engagés contre l'atome, c'est le plus souvent en raison de doutes sur la sécurité de cette technologie et sa viabilité économique à long terme, mais très peu dans une logique de remise en cause réelle du paradigme productiviste.